

La barbarie développée.....	1
Rapide catalogue des mensonges à la mode.....	2
L'affaire Kopp.....	3
La République Fasciste.....	4
Le latex condamné.....	7
Pas un sou pour l'UNICEF.....	8
Enfin un procès gagné par la Trêve de Dieu / Brèves.....	9
Bioéthique : le retour du cannibalisme.....	10
Les gros sous du lendemain.....	11
NOS PROJETS.....	12

LA BARBARIE DÉVELOPPÉE

Email : trdd@trdd.org
Sites : www.trdd.org, www.pilule.net,
www.pilule.org, www.pilule.info

Nous avons beaucoup tardé avant de publier ce numéro. En effet, les quelques bonnes nouvelles que nous pouvons vous annoncer semblent noyées dans la masse des mensonges qui sont déversés journalièrement par les grands médias. La protection de la vie humaine en France comme à l'International continue d'être attaquée avec de gros moyens. Cependant, il est indispensable de dire la vérité : elle finira bien par être perçue.

Les grands médias se désintéressent totalement de cette situation (mauvaise) car ils ont le souci de plaire à leurs idoles politiques ou idéologiques ; ils répandent donc des propagandes de guerre et de diversion. Les articles suivants décrivent la situation et répondent à ces diversions mensongères.

Nous assistons en effet à un retournement majeur dans l'Histoire : les pays occidentaux semblent bien être sous le coup du Jugement de Dieu, à cause de leur persistance à le rejeter et à bafouer sa loi, notamment celle qui interdit le meurtre : nous avons massacré plus d'un milliard d'enfants entre 1975 et 1997, rien qu'en répandant l'avortement sur la planète (c'est l'ONU qui l'affirme). On ne peut plus parler, comme certains le font encore, de «civilisation» occidentale, ou comme ses adversaires de «chrétienté». Nos amis du Tiers Monde qualifient les pays occidentaux de «barbarie développée», développée parce qu'ils ont bénéficié pendant des siècles de l'influence chrétienne, aujourd'hui rejetée ; il n'y a plus de «civilisation» occidentale chrétienne, il n'en reste que des sociétés malsaines en décomposition avancée, qui disposent encore d'un capital de richesse, de science, de technique et de culture hérité des siècles de Christianisme.

Toute l'Histoire démontre que le rejet du Christianisme attire inmanquablement le Jugement de Dieu, sous forme de misère, de guerre ou d'autres plaies variées. J'avais, il y a quelques années, évoqué le «paradoxe du Chaldéen» : Le prophète de l'Ancien Testament Habakuk s'interroge dans son livre d'abord sur la violence et la méchanceté de son propre peuple, le peuple juif ; il a «répandu le sang des hommes», il a «commis des violences», il «bâtit une ville avec le sang» ; pourquoi Dieu n'intervient-il pas ? Dieu lui répond qu'il va envoyer les Chaldéens pour les massacrer. Surprise d'Habakuk : les Chaldéens sont bien pires que ses compatriotes, c'est un peuple encore plus orgueilleux et cruel, «de lui seul viennent son droit et sa grandeur», ce sont des pillards ; comment Dieu peut-il les utiliser pour juger le peuple d'Israël ? Le reste est de l'Histoire : en 587 avant J.C., Nebucadnetsar détruisit Jérusalem et emmena en captivité les Juifs survivants ; pour 70 ans.

Nous sommes dans la même situation : des barbares ont massacré de nombreux civils dans un pays qui se croyait en paix et en sécurité, les États-Unis d'Amérique. Ceux qui sont morts ne sont pas plus coupables que le reste de la population, mais le message a été clair, et il a été compris par les Chrétiens catholiques et protestants de la même manière :

«Nous avons péché contre le Dieu tout-puissant, au plus haut niveau de notre gouvernement, nous avons mis notre doigt dans Ton oeil (...) La Cour Suprême Ta insulté encore et encore» (Pat Robertson,



Une victime innocente du terrorisme local, caractéristique des sociétés barbares.

CBN News, 13/09/2001), «Quand nous détruisons 40 millions de bébés innocents, nous mettons Dieu en colère.» (Jerry Falwell, même émission), «Dieu continue de retirer le rideau de protection de notre pays et de permettre aux ennemis de l'Amérique de nous donner probablement ce que nous méritons» (J. Falwell), «je ne crois pas que nous puissions espérer que Dieu nous protège et nous guide, sauf si nous nous attaquons aux terroristes dans notre pays... Nous ne pouvons

continuer à insulter Dieu ici tout en lui demandant de nous bénir.» (Mère Angelica, EWTN, 25/09/2001, qui faisait référence à la pornographie, l'avortement, etc. comme à un «terrorisme» local), «S'il y a quelque chose que le Seigneur hait suffisamment pour détruire des villes et des nations, c'est de répandre le sang innocent. Et depuis que la Cour Suprême a légalisé l'avortement en 1973, l'Amérique a répandu beaucoup de sang innocent — 40 millions de bébés ont été assassinés» (Tom Hess, Focus on the Family, nov. 2001).

Ce ne sont pas les seuls responsables spirituels à réagir ainsi, malgré l'incompréhension des grands médias et des politiques. Ces derniers préfèrent se lancer dans une guerre, oubliant que chaque jour l'avortement fait 4000 victimes innocentes aux États-Unis, sans compter les empoisonnements «contraceptifs». D'ailleurs, l'avortement de masse contemporain n'est-il pas lui-même la propre condamnation d'un peuple, qui sacrifie ses enfants et assure ainsi sa propre disparition ?

La seule échappatoire efficace est celle-ci : «Vos mains sont pleines de sang. Lavez-vous, purifiez-vous, ôtez de devant mes yeux la méchanceté de vos actions ; Cessez de faire le mal. Apprenez à faire le bien, recherchez la justice, protégez l'opprimé.» (Isaïe 1:16-17).

Qui est plus opprimé que l'enfant qu'on empêche de naître ?

Thierry LEFÈVRE

RAPIDE CATALOGUE DES MENSONGES À LA MODE

Par bêtise et peut-être par méchanceté, en tout cas sans aucun esprit critique, les journalistes de nos grands médias abreuvent la population d'informations erronées. Ils participent, pour le compte d'États sans scrupules, à la manipulation des peuples, avec pour résultat leur plus grand asservissement et leur apathie dans la défense des plus faibles.

Propagande mensongère

Réalité

Lutte contre les sectes :

fin mai 2001, l'Assemblée Nationale vote une loi contre les sectes.

membres ou amis de la franc-maçonnerie (le groupe le plus important de sectes en France), pondre une loi contre les sectes ?

Or l'État est totalement incompétent et ignorant en matière de religion. Cette loi est inutile et dangereuse ; inutile parce l'arsenal juridique est suffisant pour poursuivre les abus (abus sexuels, mauvais traitements à enfants, escroquerie, meurtres, publicité mensongère, exercice illégal de la médecine, etc.) ; dangereuse parce que c'est une loi d'exception qui, sur la base de définitions floues et globales, permet de réprimer à peu près n'importe quelle activité humaine, de la plus

Quoi de plus étonnant que de voir d'éminents parlementaires,

normale à la plus criminelle : ainsi l'éducation des enfants par leurs parents, tout comme les actes commis par les promoteurs de l'avortement peuvent donner lieu à des accusations de manipulation mentale : «activités ayant pour but ou pour effet de créer, de maintenir ou d'exploiter la sujétion psychologique ou physique des personnes qui participent à ces activités», «atteintes volontaires ou involontaires à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique de la personne», «abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse soit d'un mineur, soit d'une personne dont la particulière vulnérabilité, due (...) à un état de grossesse, est apparente et connue de son auteur (...) pour conduire ce mineur ou cette personne à un acte ou à une abstention qui lui sont gravement préjudiciables.» ; le terme d'abstention permettrait même de poursuivre les opposants à l'avortement.

Simplification du divorce :

sous prétexte de raccourcir les délais, l'Assemblée Nationale vote en octobre 2001 la suppression du divorce pour faute, ne laissant que le divorce sans notion de faute.

l'abandon du divorce pour faute. Elles y voient une tentative d'affaiblissement du mariage visant à le ramener au rang d'un simple contrat civil, résiliable à

Le divorce pour faute est le seul légitime pour les Protestants. Et les Associations Familiales Catholiques sont aussi contre

volonté, ce qui relativise la légitimité du cadre juridique du mariage censé protéger les plus faibles.

Ce but idéologique est cohérent avec la doctrine bolchevique qui anime nos élites trotskistes. Avec une telle loi, qu'advient-il des obligations financières qui pèsent sur le conjoint fautif envers la famille qu'il abandonne ?

La CNAFC rappelle que le divorce sans faute n'a existé en droit français qu'entre 1792 et 1804, en raison de ses conséquences désastreuses.

Le réchauffement de la planète :

On accuse les émissions de gaz carbonique (émis par les combustions diverses, feux, etc.) d'augmenter l'effet de serre, ce qui provoquerait des changements climatiques meurtriers.

phiste début 2001, le président Chirac a fustigé les États-Unis pour leur refus de signer le «protocole de Kyoto», censé enrayer les émissions de CO2. De fait les experts en climatologie ne sont pas d'accord entre eux et les conclusions du GIEC sont fort contestables d'un point

Depuis que les prétendus experts du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, IPCC en Anglais) ont pondu un rapport catastro-

de vue scientifique¹. Cette contestation importante a été cachée aux Français : savent-ils que 19.000 savants américains ont signé une pétition rédigée par un ancien président de l'Académie des Sciences et demandant au président Bush de ne pas signer les accords de Kyoto ? Les mobiles de cette désinformation tiennent probablement à ceci : les protocoles pour «lutter contre l'effet de serre» imposent des investissements considérables aux industries. Ces investissements inutiles pénalisent le développement des pays du Tiers-Monde, dans l'intérêt des pays développés. Les eugénistes écolos qui imaginent le réchauffement de la planète cherchent aussi à faire diminuer la population des pays pauvres. Tous les moyens sont bons.

Il faut promouvoir la contraception parce que cela évite des avortements :

La « libération sexuelle » fait partie des libertés civiles :

servissement des populations qui a été pratiquée par tous les grands totalitarismes.

En fait, la contraception chimique a toujours eu des effets abortifs

(sans parler des stérilets qui sont 100% abortifs), elle tue des bébés, mais on se garde bien de le dire. Et cela quel que soit le type de pilule. Voir nos numéros de 1999 et 2000, visibles sur notre site Internet.

Seule la vérité rend libre. Ou est la liberté des prostituées albanaises qui tapinent à Paris ? Ou du mineur violé par son instituteur ?

De plus cette révolution implique obligatoirement l'avortement. Ce thème fondamental sera traité plus complètement dans un numéro ultérieur.

1. cf. <http://www.conscience-politique.org/aftalionrechauffement.htm>, et *Climat de panique*, Yves Lenoir, éd. Favre, 2001

Les pro-vie sont des intégristes violents et même tueurs :

l'avortement et vise à masquer leur propre violence intrinsèque.

La légende circule. Son origine est connue : elle provient des promoteurs de

Cependant elle est totalement fausse. Par contraste, lorsque les gauchistes commettent des saccages et des exactions (sous prétexte de lutte contre la «mondialisation»), la presse accourt à leur secours pour les exonérer et rejeter la faute sur une minorité d'excités. Voir notre article «L'affaire Kopp».

Les cellules souches embryonnaires permettraient de sauver des vies :

Le «débat» sur l'euthanasie se relance périodiquement :

des souffrances insupportables et incurables, à la demande du malade.

En juillet 2001, Bernard Kouchner, ministre français, a avoué dans un journal néerlandais avoir lui-même pratiqué l'euthanasie au Liban et au Vietnam. On ne lui a pas demandé de démissionner, alors que s'il avait tapé dans la caisse, quel scandale cela aurait été ! Les Pays-Bas

C'est en fait une forme de cannibalisme. Ses promoteurs veulent absolument le répandre car

L'euthanasie est toujours présentée comme de la compassion visant à soulager

il serait une «justification» de l'avortement (il faut bien prendre les «cellules embryonnaires» quelque part), alors que l'on peut avec autant de succès utiliser des cellules souches issues de la moelle d'os de la personne à greffer. Voir notre article «Bioéthique : le retour du cannibalisme».

puis tout récemment la Belgique (socialiste) ont déjà légalisé l'euthanasie. Aux Pays-Bas les personnes âgées fuient maintenant les blouses blanches, et on ferme de nombreuses maisons de retraite. La France et la Grande-Bretagne (socialistes) n'attendent que les élections de 2002 pour faire de même. L'objectif principal de l'euthanasie est en fait économique : éviter de dépenser trop en soins, et limiter la faillite annoncée des caisses de retraite ; ceux qui prétendent «débattre» oublient systématiquement d'inviter ceux qui dénoncent cette hypocrisie sordide ; bizarre.

Les préservatifs sont une arme efficace contre le SIDA :

port publié à contre-cœur par cette administration encore noyauté par des affidés de Clinton.

Cette propagande mensongère vient d'être définitivement invalidée par le rapport du CDC (autorité sanitaire américaine) cet été, rap-

La grande presse s'est bouché les oreilles et continue à prêcher pour la Sainte Capote... Voir notre article «Le latex condamné».

Les États occidentaux et l'ONU exercent leur bienveillance sur les peuples dans le besoin :

était d'appliquer le Christianisme ; aujourd'hui, ils n'ont

Les États occidentaux ont encore cette réputation héritée de la Chrétienté, où le but des dirigeants

qu'une mentalité élitiste eugéniste et socialiste, en un mot «fasciste», ce que nous développons dans notre article «La République Fasciste». Quant à l'ONU, elle est finalement l'expression de ces États corrompus, ce qui apparaît clairement dans certaines de ses activités sordides.

Voir notre article «Plus un sou pour l'UNICEF».

L'AFFAIRE KOPP

En mars 2001, James Kopp, un Américain que la presse présente comme un pro-vie qui aurait tué en 1998 un avorteur, a été arrêté par la police française à Dinan.

Cette affaire intéresse la presse, qui insiste pour obtenir une interview. Le journaliste m'exhibe des documents en Anglais relatifs à l'organisation de milices, et me dit qu'ils proviennent de La Trêve de Dieu ! Je lui explique que la militante pro-avortement qui lui a donné ça est bien connue pour son imagination débordante. Puis je lui explique que, si Kopp a vraiment tué, il est alors vraisemblablement un agent pro-avortement ; la théorie de l'«*homicide justifiable*» utilisée par de soi-disant pro-vie lorsqu'ils tuent des avorteurs est exactement la théorie véhiculée par le planning familial : un enfant à naître gêne, il est justifiable de le tuer ! Si les pro-vie utilisaient la philosophie fasciste de

leurs adversaires, ils seraient ridicules.

Début avril sur Canal+ : l'émission de Karl Zéro ne garde de l'interview que la réfutation des faux documents de l'adversaire, en sandwich entre les déclarations accusatrices d'un couple de militantes extrémistes pro-avortement. Pourtant, il ne s'agissait pas d'une chaîne gouvernementale à la solde du pouvoir. Mais il est vrai que même TF1, qui est aussi une chaîne privée, avait pour consigne de ne pas alimenter le débat sur l'avortement pendant que les socialistes préparaient l'extension de la loi d'avortement à 12 semaines, sous prétexte que «*les gens veulent du divertissement, le sujet est trop sérieux*».

En juillet 2001, LDI (Life Dynamics Inc.), une association pro-vie américaine, publie un dossier sur l'affaire Kopp, dossier constitué à partir du dossier d'extradition —

fourni par les autorités américaines aux autorités françaises — et par leur propre enquête. Ce dossier¹ ne défend pas l'innocence de Kopp mais révèle que des agents du FBI de l'ère Clintonienne pourraient avoir fabriqué cette affaire contre Kopp, qu'ils auraient fabriqué des «preuves» et donné de faux témoignages ; il est vrai que les suspects les plus plausibles n'ont même pas été entendus, et que l'accusation comporte de graves incohérences. La thèse la plus probable est que l'avorteur Slepian a été tué par des pro-avortement extrémistes parce qu'il était sur le point de se convertir et d'arrêter les avortements, tout ça dans un contexte de diabolisation des pro-vie...

Affaire à suivre. T.L.

1. ce dossier est consultable sur Internet à <http://www.ldi.org>

Le 30/05/2001 a eu lieu le vote "définitif" de l'extension de la loi d'avortement française. Elle fut contestée par 73 sénateurs devant le Conseil d'État. Mais ce dernier, comme on aurait pu le parier, trouve la nouvelle loi parfaitement constitutionnelle, dans un jugement rendu le 27/06/2001. Nous nous retrouvons donc avec une loi encore plus fasciste et hypocrite :

L'hypocrisie :

- 1) Sous prétexte de diminuer le recours à l'avortement, on allonge le délai,
- 2) Sous prétexte de diminuer le recours à l'avortement, on facilite l'obtention de drogues abortives faussement appelées "contraceptives" : les statistiques d'avortements ne tiendront pas compte du massacre chimique, car il se fait hors de tout contrôle,
- 3) L'avortement eugénique est hypocritement dénommé "avortement médical". A ce régime là, le viol commis par un médecin sera bientôt considéré comme un acte médical !
- 4) La cible de l'avortement, ce sont "les femmes issues de milieux défavorisés", selon Nicole Péry. La fondatrice du planning familial, Margaret Sanger, était moins hypocrite : elle voulait le contrôle des naissances pour "améliorer la race". Comme quoi l'eugénisme et le racisme d'aujourd'hui n'osent même plus se montrer à visage découvert ; ce qui ne les rend pas moins odieux.
- 5) Sous prétexte de liberté, l'entretien préalable à avortement devient facultatif pour les majeures, diminuant ainsi l'information objective dont elle auraient pu bénéficier pour prendre une décision informée. Cela dit, l'information qu'elles recevaient était de toute manière très partielle et aucune alternative à l'avortement ne leur était présentée dans la plupart des cas.
- 6) Les promoteurs de l'avortement et de l'eugénisme se sont exonérés de toute poursuite en faisant dépénaliser les sanctions pour incitation à l'avortement. Bientôt des panneaux publicitaires fleuriront en France, vantant les mérites de l'assassinat des enfants à naître.

Le fascisme :

- 1) La stérilisation des handicapés, déjà pratiquée sous le régime nazi, est de nouveau en vigueur en France.
- 2) L'autorisation parentale est de fait supprimée : l'État français veut saper encore un peu plus l'autorité des parents. Cela rappelle la Hitlerjugend. De plus, les filles qui refuseront l'autorité de leurs parents seront subventionnées pour avorter.
- 3) La clause de conscience des médecins est de fait supprimée, puisqu'on oblige les médecins objecteurs de conscience à devenir complices des actes barbares qu'ils réproouvent.
- 4) La liberté de manifestation et d'expression est supprimée en France : toute expression d'une opposition à l'avortement pourra être assimilée à des "pressions morales et psychologiques", un vocable qui signifie tout et n'importe quoi.
- 5) Les agences de presse et les grands médias ont délibérément censuré les opposants à l'avortement pendant tout le temps de cette campagne d'aggravation de la loi d'avortement. L'indépendance de la presse en France est un leurre.

La droite :

A de rares exceptions près, les politiciens de droite ont fait semblant de s'opposer au projet fasciste du gouvernement. Leur pseudo-opposition était en fait un léger désaccord sur des points mineurs. Ils ont généralement ignoré les débats de fond pour se cantonner sur des points techniques.

Ils sont d'accord sur le fond du projet fasciste puisque malgré toutes les informations que nous et d'autres leur avons fournies, ils veulent continuer à ignorer :

- ◆ les aspects abortifs des "contraceptifs",
- ◆ la corrélation entre la banalisation de la contraception et le nombre d'avortements,
- ◆ les aspects fascistes dénoncés ci-dessus,
- ◆ la nocivité avérée de la loi Veil-Pelletier.



Un exemple classique de fascisme : le boycott des magasins juifs en Allemagne nazie, l'État allemand cherchait à détruire le gagne-pain d'une partie de la population, à l'époque sur un critère "racial".

Qu'est-ce que le fascisme ?

Les dictionnaires donnent en général deux sens aux mots fascisme et fasciste ; un sens historique :

Nom du régime établi par B. Mussolini (1883-1945) en Italie (de 1922 à 45), reposant sur la dictature d'un parti unique, le corporatisme et le nationalisme ;

et un sens étendu :

"Se dit, dans les polémiques, d'un adversaire de droite considéré comme partisan d'un régime autoritaire" ¹ et "aujourd'hui, le qualificatif fasciste est employé le plus souvent dans un dessein injurieux, pour fustiger racisme, totalitarisme, impérialisme ou des procédés comme le recours à la terreur, la restriction de certaines libertés, etc." ²

Nous utilisons ce mot dans un sens politique et philosophique, et non dans le but d'injurier quiconque³.

Le fascisme est en réalité une forme hypocrite de marxisme. Mussolini était marxiste, fils de socialiste. Il fonda les "faisceaux d'action révolutionnaire" en 1915 puis les "faisceaux de combat" en 1917, avec des anarcho-syndicalistes, des ultra-nationalistes, des syndicalistes révolutionnaires et autres gauchistes. C'est avec ces bandes armées qu'il conquiert le pouvoir d'État, après avoir écrasé ses rivaux socialistes et autres. Cependant Mussolini avait comme priorité lui-même, avant toute

1. Petit Robert 1973

2. QUID 1997

3. Contrairement aux petits donneurs de leçons socialistes dont regorgent les émissions de télévision.

doctrine, et il retrouvait ce manque de conviction chez la plupart de ses contemporains : des athées de fait qui allaient à l'Église, qui défendaient le marché libre tout en convoitant les subventions socialistes, qui voulaient le socialisme avec la liberté, la religion sans les responsabilités de la foi, et la propriété privée avec tous les avantages attribués au socialisme. Le fascisme est donc une forme de socialisme marxiste "opportuniste" qui cherche à préserver une façade de liberté ; ses conséquences pratiques les plus connues sont :

- ◆ l'économie mixte, moitié socialiste, moitié libre, qui favorise la corruption,
- ◆ un christianisme de forme : des paroles pieuses mais des actes barbares,
- ◆ l'impôt sur le capital, la propriété et la succession⁴,
- ◆ la nationalisation des activités économiques stratégiques, le contrôle étatique des salariés et du



Un militant anti-mondialisation à l'oeuvre contre le capitalisme et la "mondialisation". Derrière le langage populiste, la croyance en la toute puissance de l'État régulateur et bienveillant.

temps de travail,

- ◆ la mainmise sur la jeunesse.

Le nom du fascisme est discrédité depuis 1946. Cependant les pays dits démocratiques en ont adopté la doctrine : préserver les formes de la propriété et de la liberté tout mettant en place la propriété étatique, la souveraineté, le pouvoir et le contrôle étatiques.

La critique de l'étatisme moderne

La pensée politique européenne est, à de rares exceptions près, anémique, en ce qu'elle fonctionne sur la prétendue opposition gauche/droite, communisme/fascisme ; ceux qui s'opposent au pouvoir actuel partagent pourtant avec lui la croyance magique en la bienveillance intrinsèque de l'État, alors que tout démontre qu'il n'est qu'une organisation humaine corrompible. Or nous venons de voir que la pensée fasciste est omniprésente dans le communisme et dans les pays dits démocratiques.

Cette anémie intellectuelle du vieux monde est peut-être due aux émigrations qu'a subies l'Europe : les persécutions religieuses et politiques ont fait fuir lors de ces 4 derniers siècles des millions de personnes, notamment aux États-Unis. On retrouve donc là-bas des courants quasi absents de l'Europe, et qui pourtant se révèlent féconds : ainsi la rupture avec le socialisme de

l'ère Reagan a été inspirée par un courant "reconstructionniste" qui exerce une critique radicale le l'État moderne. Nous en reprenons ici (en gras-italique) les «**dix fondamentaux de l'étatisme moderne**»⁵ qui animent en réalité nos États :

1) Le premier devoir de l'État est de protéger l'État, pas le peuple.

Malgré les promesses électorales, la sécurité des citoyens n'est jamais prioritaire. L'État organise tout un battage médiatique autour de problèmes minuscules de sécurité alimentaire (OGM, vache folle, etc.) pour mieux promouvoir des toxiques puissants visant à exploiter les populations : les "contraceptions" hormonales (abortives) sont promues, au détriment des mortalités féminine et infantile bien réelles ; la vente du tabac profite à l'État tout comme, dans un passé récent, la vente de l'opium ; tant pis pour les populations !

2) D'autres états peuvent être des ennemis occasionnels ; les populations sont des ennemis perpétuels.

La seconde guerre mondiale aurait pu se terminer en 1943, ainsi qu'en témoignent les multiples et prestigieux intermédiaires des négociations de reddition de l'Allemagne. La continuation de la guerre a fait des millions de victimes supplémentaires mais a servi les intérêts des états Soviétique, Anglais et Américain⁶. Depuis quelques années, l'UNFPA avec la complicité du HCR (agences des Nations Unies), distribue des kits d'avortement et des pilules abortives aux femmes réfugiées, aussi bien au Kosovo qu'au Pakistan.

De nombreux États font la promotion de l'avortement, l'arme anti-population par excellence. La population est donc bien considérée par l'État comme un ennemi.

3) Le but de la taxation c'est la confiscation, le contrôle, la redistribution des richesses, le contrôle, le contrôle par le gouvernement civil, et le contrôle.

La fiscalité et les prélèvements obligatoires de l'État français représentent en moyenne la moitié des revenus de la population. Le contrôle des revenus est totalement informatisé et l'État s'est arrogé le droit de rapprocher tous les fichiers (sécurité sociale, banques, fisc). L'État moderne stigmatise la gabelle (sur le sel) de l'ancien temps mais fait pire avec la TVA et les taxes sur le pétrole. Il nuit aussi aux familles en taxant l'héritage.

Les prélèvements confiscatoires empêchent l'enrichissement et donc l'indépendance des gens et des organisations privées qu'ils pourraient ainsi financer pour favoriser la vie humaine au lieu de la caste au pouvoir.

4) Toutes les étapes nécessaires à l'accroissement du pouvoir de l'État doivent être accomplies au nom du Peuple, mais le peuple doit être utilisé et dépouillé de sa liberté dans le processus.

Ce marketing des décisions politiques les précède, les accompagne et les couvre. L'État prétend agir pour le peuple parce que l'Assemblée Nationale et le président sont élus ; les tribunaux prétendent rendre la justice "au nom du peuple français" ; même si, en pratique,

4. L'impôt sur l'héritage est explicitement interdit par la Bible (Éz.46:18) car il affaiblit les familles

5. R. J. Rushdoony, *The Roots of Reconstruction*, Ross House Books, USA, 1991. Les "10 fondamentaux" y sont extraits d'un article d'avril 1985 du Chaldeon Report n°237.

6. Culture Wars, déc. 1997 et http://www.culturewars.com/CultureWars/Archives/cw_recent/warcrime.html

les lois votée et appliquées servent les intérêts et l'idéologie de la caste au pouvoir.

5) *La liberté est dangereuse, les contrôles sont bons.*

La diarrhée législative actuelle (avortement, sectes, environnement, temps de travail, etc.) vise à augmenter l'ingérence de l'État, donc sa puissance, dans des domaines qui ne sont pas les siens.

6) *Le mot liberté doit être redéfini ; c'est le droit d'être moralement dissolu et irresponsable, mais la morale chrétienne est un esclavage social.*

D'où la promotion de la "révolution sexuelle". Le système de corruption sexuelle mis au point par le communiste Wilhelm Reich sous le nom de "sexpol" (politique sexuelle) dans des organisations d'hygiène mentale et des organisations révolutionnaires, en Autriche et en Allemagne entre 1927 et 1933, est le prototype des séances d'éducation sexuelle qu'on impose aux enfants de l'école publique (et que la récente extension de la loi d'avortement étend aux enfants des "écoles, des collèges et des lycées"). Le but est de corrompre afin d'asservir, car comme l'explique l'Évangile : *"quiconque pratique le péché est esclave du péché"*, ce que détaille St Augustin : *"Ainsi un homme bon est libre, même s'il est esclave ; mais un homme mauvais est esclave, même s'il est roi. Car il ne sert pas seulement un homme, mais, ce qui est pire, il sert autant de maîtres qu'il a de vices"*.

Transformer les gens en esclaves est l'objectif politique n°1 de l'État moderne.

7) *Les enfants sont la propriété de l'État.*

Les esclaves n'ont d'ailleurs aucun droit sur leurs enfants. On se souvient des organisations de jeunesse créées par les premiers fascistes : la *Hitlerjugend*, les *Komsomols*, etc. ainsi que des procédures d'enlèvement des enfants pour des raisons raciales, religieuses ou politiques des régimes nazis et communistes.

Les méthodes contemporaines sont plus subtiles : l'action conjointe de l'éducation nationale et de la télévision se charge de les endoctriner pour les soustraire à l'autorité de leurs parents. Un corps législatif de plus en plus important (sans parler de la "Convention des Droits de l'Enfant" qui poursuit les mêmes buts) vise à contrôler les familles, à miner l'autorité des parents et les menace de leur retirer leurs enfants pour les placer dans des institutions contrôlées par l'État. Tout instituteur est tenu de faire des "signalements" en cas d'élève portant des marques de coups : les interrogatoires policiers des parents, on a pu le constater lors de reportages TV, manifestent le mépris pour les parents et leurs croyances, ainsi que l'arrogance d'un État qui se croit propriétaire des enfants.

Si les parents veulent mettre leurs enfants dans des écoles indépendantes de l'État, ils devront quand-même payer en plus les taxes induites par le système d'écoles publiques ; cela exerce sur eux une pression économique.

La nouvelle loi sur les sectes vise d'ailleurs clairement ces parents qui veulent assurer leur responsabilité d'éducation.

8) *Les deux grandes sources du mal sont l'Église et la famille.*

Le rôle des églises est de prêcher l'Évangile ; la responsabilité de la famille est d'éduquer ses enfants.

Mais dès que ces enseignements du Christianisme sont pris au sérieux par les croyants, l'État et ses larbins crient à l'«intégrisme» ; ils procèdent ainsi à un amalgame avec les terroristes qui prétendent agir au nom de l'Islam. Ainsi, la coopération policière inter-états a été renforcée pour lutter contre "l'intégrisme et le terrorisme".

La mentalité des instituteurs socialo-communistes qui constituent la majorité du corps enseignant français consiste à mépriser les familles et les "superstitions" que ces dernières inculquent aux enfants. Il s'agit pour eux de créer et d'entretenir un conflit de génération, et surtout d'éviter ou de neutraliser l'influence des parents dans l'école.

Les programmes scolaires ne sont pas neutres et sont construits dans une optique anti-chrétienne et socialiste : c'est flagrant en sciences naturelles et en histoire, mais c'est vrai aussi en mathématiques et en physique-chimie.

De plus toute affaire de pédophilie ou de mauvais traitements est amplifiée si elle a lieu dans le cadre d'une église ou d'une famille, et minimisée lors qu'elle implique des serviteurs de l'État.

9) *Le seul monde est ce monde ; il n'y a pas de Dieu, ni de paradis, ni d'enfer.*

Cette idéologie est encore présente dans quelques pays : Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord, la Chine et... la France. L'État croit que c'est lui qui définit le droit et qui octroie des droits à l'homme, à la place du Créateur. Il se prend pour l'autorité suprême, se croyant au dessus des lois, et il prive de droits ceux qui lui déplaisent.

10) *Tout ce que gère ou fait l'État est bon, dans quelque domaine que ce soit, l'instruction, la guerre, la paix, les dépenses, etc. Ce qui est "public" ou étatique est bon ; ce qui est "privé" est mauvais.*

C'est le signe de l'idolâtrie étatique, à laquelle adhère la majorité des journalistes. L'État se prend pour Dieu : l'état-providence croit pourvoir aux besoins alors qu'il vole aux uns pour distribuer (une partie seulement) à d'autres ; tel la mouche du coche, l'État interventionniste prétend développer l'économie alors qu'il la parasite et qu'il en fait fuir les acteurs réels.

Cette idolâtrie est si présente en France que lorsque des inondations ont ravagé la Somme, beaucoup ont accusé Mr Jospin, lequel est pourtant bien incapable de faire pleuvoir !

On a aussi vu un Clinton se vanter de la réussite de l'économie américaine alors que ce n'est pas lui qui travaillait, mais des millions de "privés".

Chaque fois que l'État pond une loi inique ou criminelle, ou fait une guerre injuste et cynique, ou capitule lâchement, ou gaspille l'argent des contribuables, il prend toujours soin de l'envelopper de bons sentiments et de pieux mensonges ; cela dure depuis tellement longtemps, et la population a tellement perdu ses repères...

L'opposition à l'étatisme moderne

Il y a en France des signes avant-coureurs à une telle opposition :

◆ l'abstentionnisme : une majorité d'électeurs ne croit plus au langage politique. Ce rejet de l'idolâtrie étatique est plus viscéral que réfléchi, ce qui n'a pas

encore amené les acteurs politiques à tenir compte d'une véritable critique de l'étatisme. Ils déplorent simplement la diminution de leur fond de commerce.

- ◆ l'écroulement intellectuel des droites : à force de n'être plus que la gauche d'il y a 25 ans, la droite ne représente plus une alternative crédible à la pensée de gauche fasciste, appelée souvent "pensée unique". Certains commencent à analyser ce phénomène et pensent à des remises en causes plus profondes⁸, mais on aura du mal à trouver dans les traditions et l'histoire françaises un modèle permettant une véritable reconstruction.

La victoire face à ce fascisme moderne n'est de toutes manières pas à court terme ; sauf événement providentiel, elle ne pourra avoir lieu que lorsqu'une partie significative de la population aura changé de mentalité et aura commencé à prendre sa Foi au sérieux, ce qui va bien plus loin que de faire quelques pèlerinages !

8. Cf. La Droite où l'on arrive jamais, Yves-Marie Adeline, 2000, éd. SICRE

Cela aura pour corollaire la mise en place des institutions et des moyens corrects pour faire face aux problèmes que l'État (mal) traite aujourd'hui.

Prochain examen en 2006. Énoncé : le système des retraites par répartition va inéluctablement s'écrouler à cause d'une brusque augmentation des inactifs et de la diminution constante des actifs, décimés par l'avortement. Le plan de l'État fasciste va évidemment consister en :

- ◆ augmentation de l'âge de la retraite et diminution des retraites,
- ◆ forte augmentation des prélèvements sur les actifs,
- ◆ tentatives (vaines) pour attirer des immigrés⁹,
- ◆ généralisation de l'euthanasie (qui sera très probablement légalisée entre 2002 et 2010 en France).

Ce faisant, il discréditera d'une manière encore plus évidente la folie de la religion étatiste, forme moderne du culte de Moloch.

Serons-nous prêts à prendre la relève ? ■

9. La France est déjà de moins en moins un pays vers lequel on émigre. Un travailleur migrant cherche d'abord à nourrir sa famille et non à entretenir des fonctionnaires et des retraités étrangers.

LE LATEX CONDAMNÉ

Un médecin, ex député républicain chrétien, Tom Coburn, avait demandé en juin 2000 que l'on fasse un rapport sur l'efficacité réelle des préservatifs dans la protection contre les maladies sexuellement transmissibles. Le Congrès l'avait suivi et un groupe de 28 experts a été formé afin de faire une synthèse critique de la littérature de recherche déjà publiée sur le sujet. Ce groupe travailla les 12 et 13 juin 2000 et aboutit à un rapport de 46 pages intitulé «*Preuves scientifiques sur l'efficacité des préservatifs dans la prévention des maladies sexuellement transmissibles (MST)*» (*Workshop Summary: Scientific Evidence on Condom Effectiveness for Sexually Transmitted Diseases (STD) Prevention*)¹. Ce rapport vient d'être rendu public ... le 20 juillet 2001, 1 an plus tard !

Il peut se résumer dans le tableau suivant :

Nom de la MST	Nouveaux cas par an / USA	Total cas actuels USA	Efficacité des préservatifs
VIH (Sida)	40 000	900 000	Risque relatif = 0,15
Gonorrhée (blennorragie)	650 000	NA	Femmes : pas de preuve clinique d'efficacité Hommes : quelque efficacité
Chlamydiae	3 millions	2 millions	Pas de preuve clinique d'efficacité
Trichomonas	5 millions	NA	Pas de preuve clinique d'efficacité
Syphilis	70 000	NA	Pas de preuve clinique d'efficacité
Herpès Génital	500 000	45 millions	Pas de preuve clinique d'efficacité
HPV (Human Papillomavirus)	5,5 millions	20 millions	Pas de preuve clinique d'efficacité

Il révèle donc que le préservatif ne protège pas de la plupart des MST, notamment du HPV (lequel augmente par ailleurs le risque de cancers).

On peut aussi noter que le préservatif a un taux d'échec de 1 sur 6 dans la prévention du SIDA, ce que nos amis de HLI disent depuis des années ; cela fait du préservatif l'équivalent de la roulette russe, ce qui n'empêche pas le CDC de mettre comme titre à son communiqué de presse pour présenter ce rapport : «*Une revue scientifique confirme que les préservatifs sont efficaces contre le VIH*»

1. disponible en <http://www.niaid.nih.gov/dmid/stds/condomreport.pdf>

Sida, mais les études épidémiologiques sont insuffisantes pour les autres MST.

De plus, le rapport met en avant un modèle bidon de calcul théorique de l'efficacité pour gonfler cette dernière, plutôt que d'en rester à l'observation expérimentale empirique, la seule valable scientifiquement. Cela et le retard volontaire de publication démontre suffisamment la mauvaise foi de cette administration

publique, qui pratique toujours le politiquement correct du culte à la Sainte Capote, même face à l'évidence la plus claire.

C'est pourquoi plus de 10 000 médecins et professionnels de la santé ont émis une protestation officielle demandant au président Bush :

- ◆ le limogeage de Jeffrey P. Koplan, directeur du CDC, vestige Clintonien de l'ancienne administration,
- ◆ un étiquetage véridique obligatoire prévenant des risques maintenant connus, comme pour le tabac,
- ◆ la cessation des subventions fédérales aux promoteurs et distributeurs de capotes qui n'informent pas correctement sur les risques, mais mentent en parlant de «*safé sex*»,
- ◆ une commission d'enquête parlementaire sur ce scandale sanitaire.

En France nos grands promoteurs de préservatifs que sont Kouchner et Douste-Blazy n'ont pas soufflé mot de cette affaire ; ils sont probablement politiciens avant d'être médecins. ■



La démonstration d'inefficacité des préservatifs ne semble pas empêcher leur promotion ni celle des comportements à risque.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) est une organisation inter-étatique dont l'objectif initial était le maintien de la paix. Depuis sa création, son inefficacité dans ce domaine est remarquable, mais il y a plus grave : ses objectifs se sont inversés, car, comme le disait Mère Teresa, celui qui promeut l'avortement promeut la guerre. Depuis le milieu des années 1960, sous la pression des États traditionnellement eugénistes (notamment la Suède) l'ONU fait en effet de plus en plus de prosélytisme eugéniste ; les agences les plus impliquées sont le FNUAP (ou FNUP, Fond des Nations Unies pour les activités sur la Population), l'OMS (Organisa-

«contraception», prétendant ainsi enrayer une explosion démographique née de l'imagination des eugénistes. Il collabore ouvertement avec la politique d'avortements forcés en Chine. Le Quotidien du Peuple publie le 15 mars 2001 : «*Lors d'une interview accordée le 13, Mme Obaid, nouveau directeur du FNUP depuis janvier, a dit que la Chine a obtenu des succès non négligeables dans le domaine de la limitation de la croissance démographique, après avoir déployé de grands efforts et pris des mesures adaptées aux conditions spécifiques du pays. Grâce à sa coopération active et fructueuse avec le gouvernement chinois, le FNUP a successivement mis en oeuvre une centaine de*

main ou kits d'aspiration utérine) destinés aux réfugiés et aux personnes déplacées : en Bosnie, au Kosovo, au Salvador et maintenant aux réfugiés Afghans.

L'OMS : distribue dans le Tiers-Monde des produits abortifs sous prétexte de santé publique, souvent au mépris des lois locales. On la retrouve impliquée dans la promotion du RU 486, de la pilule du lendemain (abortive), dans le développement et les tests du «vaccin anti-grossesse» à base d'hormone anti-HCG sur des populations non informées du Tiers-Monde, sous prétexte de vaccinations anti-tétaniques.

Le HCR : est censé aider les réfugiés et les personnes déplacées pour cause de guerre ou de famine. Il profite maintenant de leur position de faiblesse pour les endoctriner : en 1999 le HCR, en collaboration avec l'OMS et le FNUAP, a publié une «*Manuel de terrain sur la santé reproductive dans les situations de réfugiés*» qui distille une propagande pour la stérilisation, pour l'avortement et les produits abortifs, et pour inciter à des comportements sexuels irresponsables.

L'UNICEF : collabore étroitement avec l'UNFPA dans la promotion de l'avortement et de la mentalité contraceptive ; il le fait sous prétexte d'améliorer la santé des enfants et des femmes. On retrouve l'UNICEF impliqué dans de nombreuses activités contraires aux intérêts des enfants :

- ◆ dans des programmes d' «éducation» sexuelle au Salvador,
- ◆ dans la distribution de millions de stérilets et drogues abortives en Chine et au Pakistan,
- ◆ dans des campagnes en faveur de l'avortement, de la stérilisation et de la contraception avec des partenaires comme l'IPPF ou le Population Council (pro-avortement) ; cette coopération résulte d'un accord commun pris en 1987 à Nairobi déclarant que «des services d'avortement de bonne qualité devraient être accessibles à toutes les femmes»,



Dans un débat de 1966, un délégué a déclaré : «Il ne serait pas bon pour l'UNICEF de délaissier son mandat de sauver des enfants pour s'engager dans des activités pour les empêcher de naître». Il n'a pas été écouté.

tion Mondiale de la Santé) et l'UNICEF (Fond des Nations Unies pour l'Enfance). Mais on trouve aussi le HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés) et l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

Le tout dans la plus grande hypocrisie, puisque l'ONU cherche systématiquement à cacher l'avortement derrière les mots-codes comme «soins de santé reproductive».

Notre dénonciation des activités eugénistes de l'ONU ne constitue pas une exagération pamphlétaire ; chaque fait est vérifiable au travers de publications émanant de l'ONU ou d'articles de presse fiables. En voici un rapide échantillon :

Le FNUAP : fait ouvertement la promotion de l'avortement et de la

projets d'assistance en Chine. Ceux-ci concernent notamment le planning familial, les soins médicaux en faveur des femmes et des enfants, la recherche et la production d'instruments contraceptifs, la collecte et l'analyse de données statistiques démographiques, l'éducation de la population et la formation de personnel spécialisé.»

Qui plus est, le FNUAP partage les locaux avec le Bureau du Planning Familial Chinois qui pratique des avortements et des stérilisations forcés. Une commission parlementaire anglaise est actuellement saisie de cette complicité ; cela pourrait aboutir à la cessation du financement du FNUAP par la Grande-Bretagne, puis par le Canada.

Avec l'argent qu'il reçoit de riches états occidentaux, le FNUAP promeut l'avortement en finançant des kits abortifs (pilules du lende-

- ◆ dans la production de séries télévisées pro-avortement au Nigeria,
- ◆ dans sa coopération avec le FNUAP et autres organisations eugénistes dans la promotion de la stérilisation et/ou des contraceptions abortives au Kenya, au Malawi, en Jamaïque, au Cap Vert, au Népal, au Bangladesh,
- ◆ dans sa coopération avec l'OMS dans la diffusion de faux vaccins anti-tétaniques contenant en réalité du «vaccin» anti-grossesse aux Philippines, au Mexique, au Nicaragua, en Tanzanie et en Inde,
- ◆ dans son passage sous silence de la maltraitance des orphelins et du travail forcé des enfants en Chine communiste.

De nombreuses autres agences de l'ONU sont complices de cette politique eugéniste : la FAO, le PNUD, l'UNESCO, l'OIT, etc. C'est ainsi que l'OIT (Organisation Internationale du Travail) publie en 1976 «*Organisation du Planning Familial dans les Services Médicaux d'Entreprise*» dans le cadre de la mise en place d'une politique de propagande insidieuse touchant même les pays qui rejettent le FNUAP.

Conclusion

Beaucoup de braves gens travaillent bénévolement pour l'UNICEF, croyant sincèrement accomplir une oeuvre humanitaire. Beaucoup donnent à l'UNICEF ou au HCR, croyant sincèrement aider les

pauvres. Ils ont été trompés et ne se rendent pas compte de la perversité de la direction actuelle de l'organisation qui ressemble fort à du racisme ou à du néo-colonialisme.

C'est pour cela que le Vatican refuse de payer sa cotisation à l'UNICEF depuis 1997.

Il est en effet indispensable de cesser de financer *toutes* les organisations de l'ONU.¹ L'argent des Croyants sera bien mieux utilisé par des organisations chrétiennes qui travaillent réellement dans l'intérêt des populations. ■

1. La même recommandation peut s'appliquer à des organisations et entreprises qui financent les promoteurs de l'avortement, par exemple : Médecins sans Frontières, Microsoft, CNN, etc.

ENFIN UN PROCÈS GAGNÉ PAR LA TRÊVE DE DIEU !

Le 20 mai 1999, Fiammetta Venner, de la revue "Pro-choix" déposait plainte contre X, parce qu'elle trouvait certains propos du site *survivants.org* injurieux ou diffamatoires à son égard : ce site la qualifiait de "militante abortiste pseudo féministe" (sic) et rappelait la légalisation de l'avortement par les nazis. Curieusement une instruction a été menée, laquelle n'a pas pu déterminer les auteurs des propos incriminés. Malgré l'absence d'injures et de diffamations sur ce site, le juge d'instruction a choisi de renvoyer Thierry Lefèvre, président de "La Trêve de Dieu", devant le tribunal, alors qu'aucun élément ne pouvait établir qu'il était un auteur de ces propos. Cette affaire a été plaidée pour nous par Maître Jean-Luc Elhoueiss et le tribunal a relaxé Thierry Lefèvre le 21 septembre

2001, au motif qu'aucune injure ou diffamation n'était constatée. Cette affaire doit être replacée dans le contexte de la persécution dont sont victimes les militants pro-vie, persécution initiée par les mouvements eugénistes pro-avortement, tant aux USA qu'en France avec le soutien d'états complices (cf. l'administration Clinton et les socialo-communistes, respectivement). L'avortement reste un acte violent et barbare qui résulte de l'idéologie de l'«homicide justifiable» que nous récusons. En tant qu'opposants à l'avortement, nous sommes non-violents,



L'ancien site des Survivants, prétexte à des attaques judiciaires indues dont nous avons été l'objet.

malgré les tentatives malhonnêtes de diabolisation et les calomnies dont nous sommes l'objet.

Cette victoire juridique est peut-être un premier pas vers la restauration de la vérité et la cessation d'une censure hypocrite et complice.

Le texte du jugement est disponible sur notre site Internet : (<http://www.trdd.org/FVJUGT.PDF>). ■

BRÈVES

Le RU 486 tue toujours. Septembre 2001 : une femme canadienne est morte après la prise de RU 486. Elle était impliquée dans un test de la drogue organisé par les eugénistes du Population Council. Le test a donc été suspendu.

CHIRAC pro-avortement. On se souvient que Chirac, alors premier ministre de Giscard d'Estaing avait signé la loi Veil, tout en

prétendant être personnellement opposé à l'avortement. Son manque de conviction réelle se confirme par son soutien à l'extension de la loi d'avortement lors de son passage de 10 à 12 semaines. Il y a de meilleurs candidats aux prochaines présidentielles.

Jurisprudence PERRUCHE. En novembre 2000, la cour de cassation française indemnisa un handi-

capé (en fait ses parent) pour le préjudice d'être né. Malgré la critique unanime de cette décision eugéniste, la cour de cassation a récidivé en appliquant la même jurisprudence en juillet et novembre 2001.

En droit, la cessation du préjudice est nécessaire ; la justice va-t-elle donc ordonner l'euthanasie des handicapés dont elle juge la vie sans valeur ? ■

"BIOÉTHIQUE" : LE RETOUR DU CANNIBALISME

Le gouvernement français a présenté en juin 2001 son nouveau projet de loi dit de "bioéthique" pour 2002. Les grands médias, toujours du côté du pouvoir, se sont félicités du fait que ce projet de loi ne vise plus à légaliser le "clonage thérapeutique", comme le voulait initialement l'ex-trotskiste Jospin. Cependant cette pseudo-victoire de la vie n'est qu'une tartufferie.

La tactique de l'épouvantail :

Parce que le clonage effraie encore la population, on présente ce projet de loi comme respectant l'éthique car



AVANT la civilisation.

il le rejette le clonage dit "thérapeutique" ; ce dernier consiste à fabriquer un jumeau par clonage pour le dépecer à fins de greffes.

Mais le projet de loi vise à légaliser l'expérimentation sur des jeunes orphelins ou abandonnés par leurs parents, gardés prisonniers dans l'azote liquide de leurs "concentration cans". Cette expérimentation sur les embryons humains consiste donc à leur voler des organes ou des cellules dites souches pour les greffer. Il n'y a aucune différence morale avec les horreurs du clonage «thérapeutique» car ce sont deux formes de cannibalisme.

Mais à cause de son jeune âge, le très jeune humain appelé embryon n'a pas le droit de vote. Il est donc totalement méprisé par les politiciens et les idéologues. Les embryons sont de plus insultés et traités de "surnuméraires", c'est-à-dire d'"indésirables".

L'affaire des cellules souches

Le projet de loi français revient à une légalisation de l'expérimentation sur les cellules souches embryonnaires. En août 2001 aux USA, le président Bush a lancé un projet de loi de financement fédéral de recherches sur des lignes de cellules souches provenant d'embryons déjà détruits, ce qui est plus restrictif qu'en France. Cependant la controverse qui s'ensuit est très vive là-bas ; elle met en scène 3 camps :

- ◆ les pro-avortement (y-compris certaines coalitions prétendument chrétiennes, certaines églises prétendument «protestantes» comparables en France à l'ERF, et la plupart des journalistes),

- ◆ les pro-Bush pro-vie, qui ne veulent pas critiquer le président et qui soulignent le fait que sa décision interdit les recherches qui utiliseraient des embryons non déjà tués,

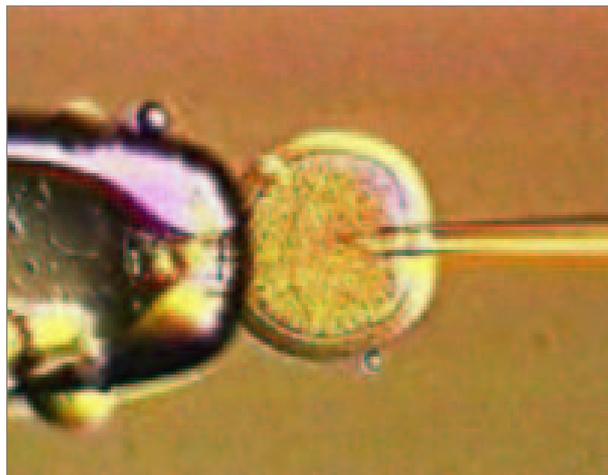
- ◆ les pro-vie tout-court (y-compris l'Église catholique et les Baptistes du Sud) qui disent que la décision de Bush est mauvaise, parce qu'elle ouvre la porte au financement fédéral et justifie à posteriori le meurtre des enfants à naître. Ils rappellent aussi que la piste de recherche sur les cellules souches embryonnaires n'est pas forcément techniquement la meilleure.

La science cache-sexe

Depuis l'été, les résultats des recherches scientifiques les plus récentes démontrent que des cellules souches prélevées sur des adultes sont plus prometteuses et offrent plus de possibilité pour mettre au point des thérapies efficaces, notamment sur la maladie d'Alzheimer. Ces cellules peuvent être trouvées dans de nombreux organes d'adultes et leur utilisation ne pose aucun problème éthique, alors que l'utilisation des cellules embryonnaires (provenant d'avortement ou de clonage «thérapeutique») implique le meurtre d'enfants à naître.

C'est probablement pour tenter de justifier l'avortement et atténuer leurs sentiments de culpabilité enfouis que l'establishment et les médias pro-avortement cherchent à tout prix à faire accepter et financer les recherches à base de cellules embryonnaires, alors qu'elles sont techniquement dépassées.

Il nous présentent ces expérimentations répugnantes



APRÈS la civilisation.

comme un progrès de la science. Or cette prétendue science ne sert qu'à cacher la barbarie des actes, tout comme le Dr Mengele, petite main du Pr Verschuer, et le Dr Clauberg qui faisaient des expériences sur des êtres humains captifs, en leur inoculant des maladies (p. ex. la diphtérie) ou en testant des méthodes de stérilisation (p. ex. aux rayons X) et de contraception (p. ex. avec des hormones extraites de plantes mexicaines).

La science a bon dos. ■

Depuis l'introduction aux États-Unis puis en France en 2000, les trafiquants de pilules du lendemain essaient d'imposer leur drogue dans de nombreux pays.

La synchronisation des campagnes de promotion de par le monde et les gigantesques sommes d'argent investies indiquent que la diffusion de la pilule abortive dite du lendemain représente pour eux un enjeu majeur.

Ils n'ont eu aucune difficulté à imposer la drogue abortive dans les pays occidentaux déchristianisés comme la Belgique, le Canada, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Afrique du Sud, etc.

Les modalités varient mais l'objectif recherché est toujours de délivrer la drogue aux mineures, sans prescription ni contrôle médical, gratuitement et sans l'autorisation des parents.

Les agences de l'ONU fourguent aussi la marchandise aux populations en difficultés suite à des guerres ou des catastrophes naturelles.

Mais les pro-avortement ont dû verser des pots de vin ou des subventions importants à de nombreux chefs politiques de pays ayant des lois contre l'avortement. C'est probablement pourquoi on voit des pays comme la Colombie, l'Ouganda, le Guatemala, le Mexique, le Chili, l'Irlande accepter subitement la drogue abortive. Cependant il y a des points de résistance au cartel de la drogue abortive :

- ◆ en Grande-Bretagne, nos amis de SPUC (Société pour la Protection des Enfants non nés) ont compris qu'ils ne seraient pas crédibles dans la lutte contre l'avortement tant qu'il ne dénonceraient pas aussi les avortements dus aux « contraceptifs ». Ils ont intenté un recours contre la distribution de la drogue, au motif qu'elle ne respecte pas la loi d'avortement de 1967 et qu'elle constitue une induction de fausse couche, ce qui est illégal. Le procès est prévu le 12/02/2002. Cela n'empêche pas l'ASA (l'équivalent anglais du bureau de la vérification de la publicité) de tenter de censurer les publications de nos amis anglais, sous prétexte que le gouvernement anglais ne croit pas l'aspect abortif des pilules du lendemain...
- ◆ au Chili, la commercialisation de la pilule du lendemain depuis mars 2001 a été contestée en justice. La Cour Suprême a suivi nos amis et a interdit cette commercialisation fin août, parce c'est une drogue abortive qui contrevient ainsi à la constitution chilienne. Cela ne fait pas l'affaire de

l'OMS qui craint l'extension de cette interdiction aux stérilets (autre abortif) et du gouvernement chilien qui veut faire produire la même drogue ailleurs sous un autre nom ; il obtient le 11 octobre une décision d'une Cour d'Appel en ce sens, et recommence la distribution le 12. Une riposte juridique de nos amis contre ce gouvernement arrogant est en cours...

- ◆ l'Église catholique condamne massivement l'usage des pilules du lendemain, qu'elle considère comme abortives. L'Église anglicane aussi. Les Musulmans anglais aussi...

La propagande en faveur de la pilule du lendemain prétend qu'elle diminue le nombre des avortements, mais l'expérience prouve maintenant que le nombre d'avortements instrumentaux n'en est pas diminué et que s'y ajoutent maintenant les avortements chimiques induits par ces drogues ; sans parler de l'augmentation de la promiscuité sexuelle.

Tout cela était prévisible et il ne fait aucun doute que les véritables objectifs des promoteurs des drogues abortives sont en fait de :

- ◆ corrompre les jeunes pour mieux les manipuler,
- ◆ faire légaliser l'avortement là où il ne l'est pas déjà,
- ◆ augmenter le nombre d'avortements.

En France quelques médecins pro-vie ont dit qu'ils avaient des doutes quant aux effets abortifs de la pilule du lendemain Norlevo ; mais le doute devrait conduire au principe de précaution. Cependant les meilleurs spécialistes mondiaux continuent d'affirmer le caractère abortifs des pilules du lendemain.

Il est par ailleurs étonnant de voir le silence des médecins français sur les effets abortifs des pilules dites « contraceptives ». En parler ne serait pas politiquement correct, cela risquerait d'effaroucher la clientèle, mais c'est solide sur le plan scientifique. Ainsi il y a de nombreuses réactions négatives à notre publication sur Internet sur le sujet ; mais ces réactions se traduisaient généralement par des insultes ou des affirmations péremptoires, **jamais** par des arguments fondés ou intelligents.

Il faudra peut-être attendre les procès de victimes de ces drogues. Ainsi en Grande-Bretagne 122 familles de victimes (mortes ou rendues invalides) des pilules de 3ème génération (celles qui sont censées avoir le moins d'effets nocifs) ont commencé une poursuite judiciaire de 3 fabricants... ■

BROCHURES et MATÉRIELS

- M., Mme, Mlle : (remplissez au verso) passe commande de :
- ex. de **Ma liberté... sa vie !** à 20F. pièce,
 - ex. de **La connexion eugéniste** à 35F. pièce,
 - ex. de **Itinéraire d'un objecteur de conscience** à 20F. pièce,
 - ex. de **Le Sauvetage, une vocation** à 20F. pièce,
 - la collection de **quatre brochures** pour 85F.,
 - pin's des **petits pieds** pour 15F. pièce.

BU0101 

Bulletin de **La Trêve de Dieu**. L'abonnement est distinct de l'adhésion à l'association.
 Directeur de la publication : Thierry Lefèvre.
 Dépôt légal : à parution.
 Imprimerie : Mollet & Fils, Rueil-Malmaison.

Nota : 50% de vos don sont déductibles de votre impôt sur le revenu dans la limite d'un total de dons de 6% de votre revenu imposable. Un reçu fiscal vous sera envoyé automatiquement pour votre déclaration de revenus de l'année.

NOS PROJETS

Depuis sa création en 1988, *La Trêve de Dieu* cherche à encourager les gens de bonne volonté à agir. Bien-sûr, nous recherchons, écrivons et publions des arguments en faveur de la défense de la vie humaine ; mais sans actions, toutes ces publications peuvent se révéler stériles. Il faut pourtant que la vérité soit dite.

A court terme, la situation présente pourrait sembler sans espoir : une clique socialiste contrôle l'État et détruit rapidement la société, en minant les familles et en endoctrinant les jeunes ; il y a une censure quasi complète de notre opposition, sans parler du tissu de calomnies qui circulent contre nous, dans les milieux qui devraient plutôt nous aider. Tout cela donne la **fausse impression** d'une toute-puissance de l'Adversaire. Cependant, c'est autour de projets d'action que l'information a des opportunités de se répandre, nous l'avons

expérimenté avec les Sauvetages ; mais nos projets manquent de volontaires et de fonds :

- ◆ Le projet Gargamel a toujours besoin de volontaires ; il s'agit d'organiser une série de protestations non violentes devant les usines productrices de poisons abortifs,
- ◆ Nos sites Internet ont besoin de traducteurs, notamment en Espagnol, Portugais, Arabe, Chinois, Scandinave, Italien, Allemand...
- ◆ Un projet de traduction du livre de John Wilks (*A Consumer Guide to the Pill and Other Drugs*) de l'Anglais au Français nécessite une équipe de 5 à 10 traducteurs.
- ◆ Et beaucoup d'autres projets porteurs de vie qui sommeillent dans les cartons...

Vous avez un peu de temps et l'envie de travailler à des projets qui auront vraiment un impact positif ? N'hésitez pas à nous écrire. 



Le projet Gargamel consiste en des manifestations dont le prototype a commencé en 1989 : plusieurs protestation simples et non-violentes (comme celle-ci en 1989 devant le siège social du fabricant du RU 486), associées à une forte coopération internationale ciblée, avaient fini par persuader Hoechst-Marion-Roussel d'abandonner la fabrication de sa drogue abortive.



M., Mme, Mlle :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Année de naissance :
Profession :
Tél. / fax : Email :
Date et signature :

✉ → Talon à renvoyer à **La Trêve de Dieu**, BU0101
BP 167, 92805 Puteaux CEDEX

- Déclare **adhérer** à **La Trêve de Dieu**, (adhérent : 50 F, membre actif : 150 F, bienfaiteur à partir de 1000 F.
- Soutiens** l'association : don F.
- Soutiens** les Sauveteurs poursuivis par l'État français : don F.
- Soutiens** le projet **Gargamel** : F.
- Veux agir** dans le projet **Gargamel** (joindre lettre)

Chèques à l'ordre de **La Trêve de Dieu**.